



**DECISION N° 013/18/ARMP/CRD/DEF DU 31 JANVIER 2018
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE DE DEROGATION DE L'UNIVERSITE
AMADOU MAHTAR MBOW RELATIVE A LA COMPOSITION DE SA COMMISSION.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU le Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret N° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°04-17 du 20 avril 2017 portant nomination des membres du Comité de Règlement des différends (CRD) ;

Vu le décret n°2015-532 du 23 avril 2015 portant création de l'Université Amadou Mahtar MBOW ;

VU la demande de dérogation de l'Université Amadou Mahtar MBOW ;

Monsieur Ely Manel FALL, Conseiller juridique chargé des études et de la stratégie de développement de l'ARMP, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Oumar SAKHO, Président ; Madame Habibatou Babou WADE, Messieurs Alioune Badara FALL et Abdourahmane NDOYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par lettre du 18 janvier 2018, reçue le 23 janvier 2018 au secrétariat du CRD sous le numéro 014/CRD, l'Université Amadou Mahtar MBOW a saisi le CRD d'une demande de dérogation relative à la composition de sa commission des marchés.

LES FAITS

Par lettre n°000522/MESR/UAM/COORD/OG/mbm du 12 Juin 2017, l'Université Amadou Mahtar MBOW (UAM) avait envoyé une demande de dérogation à la réglementation sur la composition de sa commission et de sa cellule de passation des marchés en raison de l'effectif réduit de l'Université qui était dans sa phase de pré- démarrage.

Par décision N°168/ARMP/CRD/CGEIR/MDN du 28 Juin 2017, le CRD avait autorisé, à titre exceptionnel, l'UAM, à constituer, pour la gestion en question, la commission des marchés telle qu'elle l'avait proposée, par dérogation à l'article 2.d de l'arrêté n°00864 du 22 janvier 2015.

LES MOYENS DEVELOPPES PAR LE REQUERANT

L'Université Amadou Mahtar MBOW expose qu'elle est confrontée à un déficit de personnel, et qu'elle n'est pas encore en mesure de remplir les conditions de l'article 2 de l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 fixant les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

A cet effet, elle renseigne que les incidences financières induites par le recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés de l'Université sont prévues dans le budget de l'année 2018.

C'est pourquoi, elle sollicite une dérogation à la réglementation sur la composition de sa commission des marchés en attendant d'avoir l'effectif requis et de pouvoir se conformer aux dispositions précitées.

OBJET DE LA DEMANDE

Il ressort des éléments exposés par le requérant que la demande porte sur une demande de renouvellement de la dérogation relative à la composition des membres de la commission des marchés de l'Université Amadou Mahtar MBOW.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 36 du Code des Marchés publics, les commissions des marchés sont composées de représentants de l' autorité contractante dont le nombre et les conditions de désignation sont déterminées pour chaque autorité contractante par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis de l'Organe chargé de la régulation des Marchés publics, ainsi que des représentants des autres administrations et organes concernés ;

Considérant que le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes sont fixés par l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;

Qu'ainsi, l'article 2 dudit arrêté prévoit que," pour les sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, les établissements publics et les agences ou

autres organismes dotés de la personnalité morale, la commission des marchés doit être composée de quatre représentants qui sont le président et les personnes suivantes :

- le directeur financier ou son représentant ;
- le responsable des services techniques ou son représentant ;
- le chargé des approvisionnements et marchés ou son représentant."

Que toutefois, dépendant de l'organisation et du fonctionnement de l'autorité contractante, d'autres personnes, remplissant les mêmes fonctions que celles visées à l'article 2 dudit arrêté, quelle que soit leur appellation, peuvent être désignées ;

Considérant que par décision N°168/ARMP/CRD/CGEIR/MDN du 28 Juin 2017, le CRD avait autorisé, à titre exceptionnel, l'UAM, à constituer, pour la gestion 2017, la commission des marchés telle qu'elle l'avait proposée, par dérogation à l'article 2.d de l'arrêté n°00864 du 22 janvier 2015 et à lancer le processus pour étoffer son personnel ;

Considérant que l'Université est toujours confronté a un effectif réduit du fait que les incidences financières induites par le recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sont prévues dans le budget 2018 ; que cet acte constitue la première étape du processus de renforcement du personnel ;

Que, par ailleurs, il reste constant, que les raisons qui avaient présidé à accorder à l'autorité contractante ladite autorisation sont toujours valables et que cette dernière a besoin de la mise en place de ces structures pour dérouler ses procédures ;

Qu'il y a lieu, d'autoriser, pour la gestion 2018, la prorogation de l'autorisation accordée par décision N°168/ARMP/CRD/CGEIR/MDN du 28 Juin 2017 à l'Université Amadou Mahtar MBOW, en attendant le recrutement du personnel ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que l'Université Amadou Mahtar MBOW, est une autorité contractante au sens de l'article 2 du Code des Marchés publics ;
- 2) Constate que l'autorité contractante est confrontée à un effectif réduit l'empêchant de se conformer à la composition prescrite par l'article 2.b de l'arrêté n°00864 du 22 janvier 2015 ;
- 3) Constate que cette situation empêche l'Université de mener à bien ses procédures de passation des marchés, ce qui est source de blocage pour l'atteinte de ses objectifs de gestion ;
- 4) Proroge, à titre exceptionnel, l'autorisation accordée à l'Université Amadou Mahtar MBOW par décision N°168/ARMP/CRD/CGEIR/MDN du 28 Juin 2017 pour la gestion 2018, en attendant la finalisation du processus de renforcement de son personnel ;

- 5) Dit que l'Université doit dans les meilleurs délais faire le recrutement du personnel tel que prévu dans le budget 2018 ;
- 6) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'Université Amadou Mahtar Mbow ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



Oumar SAKHO

Les membres du CRD



Habibatou Babou WADE



Alioune Badara FALL



Abdourahmane NDOYE

Le Directeur Général,
Rapporteur



Saër NIANG